Nations Unies S/PV.3985



Provisoire

3985e séance Samedi 27 février 1999, à 17 h 30 New York

Président: (Canada) Membres: M. Ramírez M. Buallay M. Valle M. Chen Xu États-Unis d'Amérique M. Burleigh M. Granovsky M. Dejammet Gabon M. Dangue Réwaka M. Jagne M. Hasmy Mme Ashipala-Musavyi M. Kooijmans Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord M. Eldon Slovénie M. Türk

Ordre du jour

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

Lettres identiques datées du 27 février 1999, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1999/215)

99-85168 (F)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178.

La séance est ouverte à 17 h 30.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

Lettres identiques datées du 27 février 1999, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1999/215)

Le Président (interprétation de l'anglais): Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis de lettres identiques datées du 27 février 1999, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte d'une lettre portant la même date, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Président de l'Érythrée, document S/1999/215.

(L'orateur reprend en français)

À l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

«Le Conseil de sécurité réaffirme ses résolutions 1177 (1998) du 26 juin 1998, 1226 (1999) du 29 janvier 1999 et 1227 (1999) du 10 février 1999 dans lesquelles il exhorte l'Éthiopie et l'Érythrée à ne pas recourir au conflit armé et à accepter et appliquer l'Accord-cadre approuvé par l'Organe central du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits lors du sommet tenu le 17 décembre 1998 (S/1998/1223, annexe).

Le Conseil de sécurité exige la cessation immédiate de toutes les hostilités et demande aux parties de ne plus recourir à l'usage de la force.

(L'orateur reprend en anglais)

Le Conseil de sécurité se félicite que l'Érythrée ait accepté au niveau du chef de l'État l'Accord-cadre de l'OUA et rappelle que l'Éthiopie l'a préalablement accepté. L'Accord-cadre de l'OUA demeure une base viable et judicieuse pour un règlement pacifique du conflit.

Le Conseil de sécurité réaffirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie et de l'Érythrée.

Le Conseil de sécurité se déclare disposé à envisager toutes les mesures d'appui appropriées en vue de l'application d'un accord de paix entre les deux parties.

Le Conseil de sécurité exprime son appui constant aux efforts déployés par l'OUA, le Secrétaire général et son Envoyé spécial pour l'Afrique, M. Sahnoun, et les États Membres concernés pour parvenir à un règlement pacifique du différend frontalier.

Le Conseil de sécurité demeure activement saisi de la question.»

Cette déclaration sera publiée comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/1999/9.

Le Conseil de sécurité a ainsi terminé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 35.